

EDITO

## ITIE BURKINA

### La société civile dans les Starting blocks

Le Burkina Faso s'est engagé volontairement dans l'initiative pour la transparence dans l'industrie extractive (ITIE). Un véritable parcours du combattant qui ne doit pas altérer la volonté des autorités ainsi que celle des parties prenantes à aller jusqu'au bout du défi. Le Burkina Faso qui a obtenu le statut de " pays candidat " lors de la session ordinaire du conseil d'administration de l'ITIE, tenue le 15 mai 2009 à Washington peine à mettre en œuvre le programme d'activité qui doit le conduire à présenter son dossier comme pays conforme. A partir de cet instant, le compte à rebours avait commencé : le pays n'avait plus que deux ans pour devenir un " pays conforme ",

Le terme de ce processus est envisagé pour mai 2011. Lors de la sixième session du comité de pilotage de l'ITIE/Burkina le 27 août dernier, les participants se sont certes inquiétés du retard accusé par le Burkina dans la mise en œuvre du processus qui doit aboutir à la validation de sa candidature comme pays conforme, mais elles ont également témoigné de leur volonté de mettre les bouchées doubles pour y arriver. Certains partenaires dont la Banque mondiale ont décidé de jouer leur partition ainsi que la coopération française qui a décidé de soutenir le plan d'action de la société civile dénommée " plan d'action de renforcement des parties prenantes de l'ITIE Burkina

La société civile, une des actrices clé est donc déjà dans les starting blocks. Ce plan d'action est une occa-



sion pour elle de se mettre à niveau en matière d'information sur l'ITIE et d'implication dans le processus.

L'enjeu est de taille dans la mesure où le Burkina doit se soumettre à l'exercice d'un audit externe indépendant dont une partie du travail est basée sur l'opinion des acteurs du processus ITIE au Burkina.

Le secrétariat permanent mis en place par le gouvernement, est la cheville ouvrière de ce processus sous le regard attentif des trois groupes d'acteurs que sont l'Etat et ses démembrés, la société civile ainsi que les sociétés minières. Chaque groupe est partie prenante de cette évaluation attendue en 2011, malgré des intérêts quelquefois contradictoires. En attendant cette étape cruciale, il s'agit pour tout le monde de comprendre, de pouvoir suivre et de renforcer l'industrie extractive au Burkina dans un esprit de transparence et dans lequel chaque groupe d'acteurs trouve son compte. C'est le principe du gagnant-gagnant

Par Dr Moses Kambou

JOURNEE DES  
PRODUCTEURS  
BURKINA-GHANA  
Un bel exemple  
d'intégration  
par la tomate

MINE D'OR  
ESSAKANE  
240 milliards  
attendus dans  
les caisses  
de l'Etat

ECHOS DE  
ITIE-BURKINA  
Validation  
d'un guide  
d'information  
minière

Résumé du plan  
d'actions de  
renforcement  
des parties  
prenantes de  
ITIE-BURKINA

# JOURNÉE DES PRODUCTEURS BURKINA-GHANA

## Un bel exemple d'intégration par la tomate

*Après Pô, au Burkina Faso ( en 2006) et Navrongo au Ghana ( 2007 et 2009), l'Organisation pour le renforcement des capacités de développement (ORCADE) et Ghana Trade and Livelihoods Coalition (GTLC) ont réalisé pour la quatrième édition consécutive, la journée des producteurs du Ghana et du Burkina Faso à Pô, ville située à quelques encablures de la frontière avec le Ghana.*

C'est une Place Nemaro de Pô noire de monde qui a accueilli la cérémonie officielle de la troisième édition de la journée des producteurs le mercredi 23 juin 2010. Sur cette place qui passe pour la plus grande dans cette ville, des délégations venues des quatre coins du Burkina et aussi du Ghana ont pu sceller et renforcer leurs liens d'amitié et de coopération. Conscientes de l'importance et de la nécessité d'une intégration fructueuse entre les deux pays, les plus hautes autorités politiques et administratives des deux pays ont tenu à être présentes à cette manifestation.

Le Gouverneur de la région de Upper East Region, Mark Owen Woyongo et celui de la Région du centre Sud, Raymond Edouard Ouédraogo étaient les plus hautes autorités présentes à cette cérémonie riche en émotions. Depuis la conception de cette journée, l'hôte de cette édition, l'Organisation pour le renforcement des capacités de développement (ORCADE) a su créer une symbiose entre elle et les populations ghanéennes et burkinabè et celles-ci la lui rendent bien. Initiatrice de ce projet d'intégration aux côtés de son homologue ghanéenne, ORCADE travaille à satisfaire la soif d'intégration de ces deux peuples à travers le commerce des fruits et légumes. De part et d'autre de la frontière entre ces deux pays existent des peuples que l'histoire, la langue et la géographie réunis. En initiant donc cette journée, ORCADE s'inscrit dans les objectifs de la



Une vendeuse de tomate

Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui ambitionne à l'horizon 2015 de réaliser de l'intégration des Etats à travers celle des peuples.

### Un projet qui mûrit au fil du temps

Les invités présents à cette cérémonie ont pu apercevoir les similitudes et la richesse des chants et danses exécutés par les troupes musicales de Pô et de Bolgatanga. Si la cérémonie a été riche en sons et couleurs, c'est en partie parce que ORCADE et GTLC ont travaillé sans cesse à réunir les peuples de part et d'autres de la frontière autour d'un idéal d'intégration. Il a fallu en effet du chemin. C'est en 2006, que ORCADE, une ONG burkinabè et GTLC, sa répondante Ghanéenne scellaient un partenariat en vue de développer le commerce et l'intégration entre les peuples Kassena

(Burkina Faso) et Nankana (au Ghana). Les deux ONGs se basait sur les potentialités propres aux peuples de part et d'autres de la frontière. Aussi se sont-elles rendues compte que la production de tomate dans les périmètres irrigués de la province du Nahouri (au Burkina Faso) pouvait servir à l'usine de transformation de tomate basée à Bolgatanga au Ghana. Une initiative aujourd'hui qui permet aux producteurs de vivre des fruits de leur commerce de tomates et de réduire du même coup la pauvreté, la migration... La journée des producteurs vise la réduction de la pauvreté, la libre circulation des personnes et des biens et le renforcement des liens d'intégration et d'affaires entre les peuples. Aujourd'hui, plus de 6 000 tonnes de tomates achetées au Burkina Faso permettent de faire vivre de nombreuses familles. Une démarche qui augure des horizons promoteurs.



(DR)

Des échanges culturels étaient également à l'honneur

### Des perspectives

L'objectif visé par ces deux ONG est de contribuer à engager les peuples et leurs gouvernements à prendre des mesures concrètes vers la réalisation de la vision de la CEDEAO par une libre circulation des personnes, des biens et des services, d'une part, et par des échanges économiques mutuellement avantageux, d'autre part. A travers la journée des producteurs de la filière tomate, il s'est agi de tirer profit des opportunités qu'offrent les deux pays en matière d'échanges économiques. Dans son allocution, le Gouverneur de la Région Upper East du Ghana, Mark Owen Woyongo, est formel " toutes les productions de tomates du Burkina seront achetées et transformées par l'usine qui tournera à temps plein dans les jours à venir. Déjà, nous avons importé cette année 6 562 tonnes de tomates du Burkina, les choses pourraient aller mieux ", a-t-il confié. Il a signifié tout le désir des autorités ghanéennes de voir l'usine de Bolgatanga fonctionner à temps plein. " Actuellement, l'usine de transformation de la tomate ne fonctionne que pendant trois mois, elle fonctionne donc à perte. Il y a nécessité pour les producteurs du Ghana et du Burkina Faso de travailler à trouver des variétés qui

peuvent être cultivées en saison sèche comme en saison pluvieuse. Ce qui permettra à nos Etats de lutter contre la pauvreté et de marquer d'une grande pierre l'intégration entre les deux pays ", a ajouté le responsable politique. Ahmed Bogobiri, représentant des producteurs du Ghana a souhaité que l'usine basée à Bolgatenga puisse retrouver la plénitude de son fonctionnement pour que la transformation des tomates puisse servir à l'épanouissement des populations de part et d'autre de la frontière. Raymond Edouard Ouédraogo, Gouverneur de la Région du Centre-Sud a promis que les autorités burkinabè prendront les mesures pour permettre une intégration véritable entre les peuples

Moses Kambou, directeur exécutif de ORCADE et hôte de l'évènement, a déclaré que les autorités politiques ghanéennes ont obtenu de ECOBANK, la garantie d'un financement à 50 % de l'usine de transformation de la tomate soit 50 millions de dollars ghanéens pour la relance de ses activités. De même, deux barrages hydro-agricoles au Ghana seront réparés pour permettre la culture de la tomate et aussi le fonctionnement à plein temps de l'usine de Bolgatenga. Il appartient aux autorités burkinabè de faire aussi des propositions concrètes

d'ici la fin de l'année afin que la libre circulation des personnes et des biens soit une réalité et que le commerce entre les peuples soit une réalité tangible. Une rencontre entre chercheurs, décideurs politiques et producteurs de tomates devrait avoir lieu au Ghana pour concrétiser les propositions.

L'Objectif de la CEDEAO est de parvenir d'ici à l'horizon 2015 à passer de la CEDEAO des Etats à la CEDEAO des peuples par la libre circulation des personnes et des biens. ORCADE s'inscrit dans cette logique depuis l'institution de cette journée o

R.S

### Les A-côtés de la rencontre

- Le Gouverneur de la Région du Centre-Sud, Raymond Edouard Ouédraogo a fait l'introduction de son discours en Anglais. Diplomate, communicateur et polyglotte bien connu (il parle officiellement 7 langues), REO, comme on l'appelle à séduit son auditoire. Y compris la partie Ghanéenne qui ne s'attendait à une si grande maîtrise de la langue de Shakespeare de la part d'une autorité dans un pays francophone comme le nôtre.

- Comme à la 3<sup>e</sup> édition à Navrongo, la troupe musicale du Ghana a une fois de plus émerveillé le public. Son tambourineur et danseur principal, vêtu d'une peau de chèvre, a fait des tours de danses dont lui seul a le secret. L'agilité et la souplesse du danseur ont poussé les autorités présentes à distribuer des billets de banques (Cedis et CFA) à ce danseur hors pair.

- ORCADE et les autorités politiques burkinabè ont eu l'idée géniale d'aller attendre les nombreux visiteurs ghanéens à la frontière. Un geste qui a été salué par nombre de personnes présentes ce jour comme un bel exemple d'intégration.

## ECHOS DE ITIE-BURKINA

# Validation d'un guide d'information minière

*Un atelier de validation en vue de l'adaptation d'un guide canadien d'information minière pour les communautés locales, organisé par l'Ambassade du Canada au Burkina Faso le 2 décembre à la salle Benkadi de l'Hotel LAICO à Ouagadougou.*

Il s'agissait au cours de cet atelier, de recueillir les critiques et suggestions d'une pléiade d'acteurs provenant du groupement professionnel des mineurs, des organisations de la société civile intéressées par les questions minières et bien entendu de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives du Burkina Faso, en vue d'améliorer le contenu de ce code et de l'adapter au contexte du Burkina. Le document a été présenté au public par Dr Nathalie Roch, experte canadienne. Elle a développé sa présentation sur trois (3) grands aspects à savoir :

- les raisons pour lesquelles le guide a été élaboré,
- comment le document a-t-il été élaboré,
- quelles sont les parties prenantes à l'élaboration du document.

L'objectif visé à travers la confection du guide d'information minière est d'accroître la compréhension ou les capacités de persuasion des communautés locales, de susciter leur pleine adhésion et leur participation active au processus d'exploitation des ressources minières et enfin de leur doter de compétence leur permettant de prendre des décisions éclairées et pertinentes au niveau des activités d'extraction. En optant d'élaborer un tel document, le Canada qui a une longue tradition et une riche expérience en matière d'exploitation de ressources minières, a voulu que l'exploitation de son potentiel minier s'opère dans un partenariat gagnant-gagnant aussi bien pour l'Etat, les sociétés



Dakar Djiri, Secrétaire permanent de l'ITIE Burkina

extractives et les communautés locales.

La démarche consistait à formuler dans un langage suffisamment explicite, simple et accessible à tous, des informations sur l'activité minière de façon à pouvoir informer, sensibiliser et éduquer toutes les composantes de la société canadienne sur les tenants et les aboutissants de l'exploitation minière.

Concernant l'élaboration proprement dite du guide, un grand nombre de la communauté résidant dans les zones d'exploration et/ou d'exploitation minières, y a été étroitement associé. Car pour l'experte canadienne, cette frange de la population a surtout besoin de disposer du maximum d'informations sur l'industrie minière,

son impact économique, environnemental, sur leurs activités quotidiennes et sur leur vie d'une manière générale.

**K.S**

## l'ITIE-BF rencontre le F.M.I..

Le lundi 29 mars 2010, s'est tenue dans la salle de réunion du Ministère délégué auprès du Ministère de l'Economie et des Finance, chargé du Budget, une rencontre de concertation entre la délégation du Fonds Monétaire International (F.M.I.) et le Secrétaire Permanent de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives du Burkina Faso (ITIE-BF). Venus au Burkina dans le cadre de la 6<sup>ème</sup> revue du programme

soutenu par la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC), les membres de cette délégation ont voulu cette rencontre avec le premier responsable du Secrétariat Permanent de l'ITIE-BF pour mieux s'informer sur cette structure. Il s'est agi pour eux de collecter les informations par rapport :

- au Bilan de mise en œuvre de l'ITIE-BF ;
- à l'état d'exécution du plan d'actions du Burkina Faso, pour l'obtention du statut de " Pays Conforme " à l'ITIE International ;

- aux perspectives du Secrétariat Permanent de l'ITIE-BF (SP/ITIE-BF) pour la période 2010-2013 ;
- Aux différentes taxes appliquées aux entreprises minières opérant au Burkina Faso ;
- Aux données sur les importations des entreprises minières présentes au Burkina Faso ;
- Aux investissements massifs des entreprises minières au Burkina Faso au cours de la période 2009 ;
- Aux coûts de production et de transport des minerais .

#### Cinquième réunion du Comité de Pilotage de l'ITIE-BF : des questions de fond abordées

**E**n application des dispositions de l'article 5 du décret n° 2008-811/PRES/PM/MEF/MCE du 17 décembre 2008 et ensemble ses modificatifs, portant création, attributions, composition, organisation et fonctionnement du Comité de Pilotage de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives, le SP/ITIE-BF a initié et soumis à la signature du Ministre de l'Economie et des Finances un projet d'arrêté portant création au sein dudit Comité, les trois (03) Groupes de Travail ci-après :

- „Le Groupe " Collecte des Données "

- „Le Groupe " Communication "

- „Le Groupe " Renforcement des capacités "

Les Groupes de Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de réfléchir sur les questions spécifiques liées aux missions du Comité de Pilotage.

Le Secrétariat permanent de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (SP/ITIE) a organisé le mardi 23 mars à Ouagadougou dans la salle de réunion de la Direction Générale de la Coopération (DG-COOP), une rencontre de concertation, cinquième du genre, entre les membres du Comité de Pilotage de l'ITIE-BF.

La rencontre avait pour objectif de permettre aux membres du Comité de Pilotage de l'ITIE-BF de faire le point des activités menées depuis sa quatrième rencontre, à ce jour, et d'envisager des actions d'appoint pour accélérer la mise en œuvre du plan d'actions de l'initiative. Il s'agit pour les principaux acteurs de l'ITIE-BF que sont les membres du Comité de Pilotage, d'identifier les voies et moyens pour faire du Burkina Faso, un Pays Conforme avant la date butoir du 14 mai 2011 ◦

## Résumé du plan d'actions de renforcement des parties prenantes de ITIE-BURKINA

**L**e présent plan d'actions est un plan d'appui à l'opérationnalisation du Programme de renforcement des capacités de l'ITIE/Burkina Faso. Il renferme essentiellement des activités de renforcement des capacités basées sur une communication active avec les organisations de la société civile, les élus nationaux et locaux, les entreprises minières, le Secrétariat permanent de l'ITIE, les structures déconcentrées de l'Etat, les Ministères de l'Économie et des Finances; de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation; de l'Environnement et du Cadre de Vie; de l'Énergie, des Mines et des Carrières. Ce plan est mis en œuvre par l'ONG ORCADE.

La conduite des activités de renforcement des capacités du programme de l'ITIE par l'ONG ORCADE se justifie par le fait que c'est la société civile qui est responsable du volet renforcement des capacités au sein du comité de pilotage de l'ITIE/Burkina Faso.

Les activités à réaliser se dérouleront à Ouagadougou et dans six (6) sites miniers qui sont: Kalsaka, Youga, Essakane, Taparko/Yalgo, Mana et Inata.

La réalisation des activités consistera à fournir aux bénéficiaires des connaissances et des informations nécessaires, de façon interactive, sur le processus ITIE, sur l'activité minière et le paiement des droits fiscaux par les compagnies minières. Le renforcement des capacités vise également à permettre, notamment aux communautés des zones minières de mieux s'organiser afin de prendre des initiatives pour défendre leurs intérêts. Le plan d'actions, d'une durée de sept (7) mois (Septembre 2010 - Mars 2011) viendrait renforcer une bonne appropriation de l'ITIE par les parties prenantes en vue d'un suivi conséquent de la chaîne de l'activité minière.

( Source plan d'actions)

## CONAPEM

# Diagnostic pour l'éclosion de PME minières

La Corporation nationale des artisans et exploitants de petites mines du Burkina (CONAPEM) a tenu son assemblée générale ordinaire le samedi 9 octobre dernier à Ouagadougou. C'est une nouvelle dynamique que les acteurs du secteur veulent impulser pour que fleurissent des petites et moyennes entreprises (PME) minières au Burkina.

Dans la déclaration de politique minière en 1996, le gouvernement avait souhaité que l'exploitation artisanale et traditionnelle évolue vers des modèles plus rationnels et mieux intégrées dans l'économie nationale. Par la même, les problèmes environnementaux et sociaux liés entre autre à l'orpaillage seraient réduits. Aujourd'hui, force est de constater les initiatives de l'Etat n'ont pas porté fruit, notamment pour faire décoller la petite exploitation minière. Et c'est le constat que les membres de la CONAPEM ont fait et qui a été à la base de leur regroupement. Après deux ans d'activités, le bureau dirigé par Bassiri Zango a



**Le nouveau président de la CONAPEM, Hamidou Baba Traoré**

voulu faire le point des activités menées au cours de la période. On retiendra que la CONAPEM a fait entendre sa voix dans plusieurs instances ou des manifestations d'envergure comme le CASEM du ministère en charge des mines, les

journées de promotion minière (PROMIN 2009), les rencontres de concertation Gouvernement/secteur privé, etc. La corporation, à toutes les occasions, a rappelé la nécessité pour le gouvernement de soutenir le développement des PME minières en rappelant qu'à la faveur de la crise de 1997, tous les acteurs internationaux avaient quitté le Burkina. La CONAPEM a également participé à la réflexion sur la chambre des mines, les taxes et redevances minières ainsi que la relecture du Code minier. Enfin, la période a été marquée par l'intérêt marqué de plusieurs investisseurs désireux de pénétrer le sous-secteur de la petite exploitation aurifère. Le bureau exécutif de la CONAPEM a, dans ce cadre, joué un rôle de conseil auprès des différentes entités. En faisant le bilan des activités, Bassiri Zango a exhorté les membres de la corporation à s'organiser pour développer des stratégies pour faire éclore la petite exploitation minière. S'il faut un niveau suffisant de technicité, la recherche de partenaires financiers reste une bataille urgente à gagner. Et ce propos, il dira que c'est en unissant leurs forces qu'ils pourront gagner la confiance des investisseurs pour les projets disponibles. L'assemblée générale a vu le renouvellement du bureau exécutif : ainsi, Bassiri Zango passe la main à Hamidou Baba Traoré à la tête de la CONAPEM. Le nouvel exécutif a reçu le quitus de l'assemblée pour renforcer la base financière de la structure et élaborer les stratégies idoines pour relancer la petite mine au Burkina.

### MINE D'OR ESSAKANE

## 240 milliards attendus dans les caisses de l'Etat



La mine d'or d'Essakane a été officiellement inaugurée le 7 octobre dernier par le Premier ministre burkinabè Tertius Zongo. Cette mine a été reprise par l'AMGOLD. Son exploitation est prévue sur 10 ans et pourrait rapporter 240 milliards de francs. C'est la plus importante mine en exploitation parmi les six que compte le pays.

Les travaux qui ont préparé cette inauguration officielle ont duré 19 mois. Les promoteurs de la mine parlent d'un investissement de l'ordre de 228 milliards.

Au titre des réalisations socio-économiques estimées à 9,25 milliards de FCFA, le responsable de la société a cité entre autres la création de 1300 emplois directs et 300 emplois indirects, la construction d'un réservoir d'eau d'une capacité de 3,3 millions de m<sup>3</sup> et d'un barrage sur la rivière Gorouol d'une capacité de 22 millions de m<sup>3</sup>, deux écoles avec 12 logements et 12 latrines, deux lieux de culte, un CSPS, 166 logements pour la réinstallation des populations déplacées, etc...

Par Dayang-ne-Wendé P. SILGA

### La composition du bureau exécutif

Président : TRAORE Hamidou Baba  
 Vice Président : KIEMDE Hamado  
 Secrétaire Général : BASSOLE Boubacar  
 Secrétaire Adjoint Général : TRAORE Bouka  
 Trésorier Général : SAWADOGO Idrissa

**OBSERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT** Bulletin d'information de ORCADE N°  
 DEVELOPMENT WATCH

### Trimestriel publié par ORCADE

avec l'appui de OXFAM-América

-Directeur de publication  
**Moses KAMBOU**

-Coordination Technique  
**Abdoulaye Aboubacar .T**

Tél. : 50 36 20 89

Mail : [developmentwatch@orcade.org](mailto:developmentwatch@orcade.org)